

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

| | | |
|---|---|-----------|
| Togo France et autres Pays d'expression française | 1 an | 6 mois |
| Ordinaire | 1.300 frs | 800 frs |
| Avion | 3.300 frs | 1.700 frs |
| ETRANGER | 1 an | 6 mois |
| Ordinaire | 1.600 frs | 900 frs |
| Avion | 3.750 frs | 2.300 frs |
| PRIX | Au comptant à l'imprimerie : 75 frs | |
| DU | Par porteur ou par poste : | |
| NUMÉRO | Togo, France et autres Pays d'expression française : 90 frs | |
| | Etranger Port en sus. | |

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

| | |
|---|-----|
| 1972 | |
| 13 juin — Arrêté n° 68-PR chargeant des ministres de divers intérim | 306 |
| 14 juin — Arrêté n° 71-CAB-PR-MTP portant attribution au gouvernement de la Haute-Volta d'une parcelle de terrain dans la zone franche du port autonome de Lomé | 306 |

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

| | |
|---------------------------|-----|
| Arrêté portant nomination | 306 |
|---------------------------|-----|

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

| | |
|--|-----|
| Arrêté et décisions portant passage automatique d'échelon et nominations | 306 |
|--|-----|

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

| | |
|--|-----|
| 1972 | |
| 29 juin — Arrêté n° 14-MJ portant désignation du collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1972 | 307 |

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

| | |
|--|-----|
| 1972 | |
| 15 juin — Arrêté n° 200-MFE-CR accordant des allocations familiales à M. Déglà Botchi Joseph | 307 |
| 15 juin — Arrêté n° 201-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Abbey Victor | 307 |
| 15 juin — Arrêté n° 202-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Klutsé Yao Joseph | 307 |
| 15 juin — Arrêté n° 203-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sodji Sanvi Christophe | 308 |
| 15 juin — Arrêté n° 204-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Pereira Bichy | 308 |
| 16 juin — Décision n° 603-MFE-CAB portant autorisation de virement d'une somme dans les écritures du trésorier-payeur | 308 |
| 16 juin — Décision n° 604-MFE-F portant autorisation de mandatement d'une somme au nom du trésorier-payeur | 308 |
| 16 juin — Décision n° 605-MFE-CAB portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la direction de l'hydraulique à Cotonou au Dahomey | 308 |
| 16 juin — Décision n° 606-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) | 308 |
| 19 juin — Décision n° 624-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme par virement télégraphique en faveur de l'association en participation pour la construction du port de Lomé | 309 |
| 24 juin — Décision n° 636-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Université du Bénin | 309 |
| 24 juin — Décision n° 639-MFE-CAB portant autorisation de paiement au profit du pasteur G. Mensah | 309 |
| Arrêté et décision portant nominations | 309 |

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

| | |
|--|-----|
| Arrêtés et décision portant passage automatique d'échelon, régularisation de situation administrative, mise en disponibilité, suspension de fonction et incarcération. | 309 |
|--|-----|

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

1972

| | |
|---|-----|
| 16 juin — Arrêté n° 4-MER-DGER-DE portant déclaration d'infection de peste bovine | 310 |
| 21 juin — Arrêté n° 5-MER-DGER portant répartition des zones de culture cotonnière pour la campagne 1972-1973 | 310 |

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

| | |
|--------------------------------------|-----|
| Arrêté accordant aide scolaire | 310 |
|--------------------------------------|-----|

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

| | |
|---|-----|
| Décisions portant allocations scolaires | 311 |
|---|-----|

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE
CHARGE DE L'INTERIEUR

1972

| | |
|---|-----|
| 15 juin — Arrêté n° 81-INT-APA portant interdiction de séjour aux nommés Bia Ebia Jules David, Omorou Mamah, Garba Séidou Moumouni, Zozo Gagara, Bassabi Soulé, Sasa Adamou, Yolou Issa, Koblave Koffi dit Fago et Hammed Alhassane | 311 |
|---|-----|

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

| | |
|--|-----|
| Situation de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest au 31 mai 1972 | 312 |
|--|-----|

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE n° 71/CAB/PR/MTP du 14-6-72 — portant attribution du gouvernement de la Haute-Volta d'une parcelle de terrain dans la zone franche du port autonome de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé ;
Vu l'ordonnance n° 93 du 8 mai 1968 portant approbation du règlement des droits au port autonome de Lomé,

A R R E T E :

Article premier — Le gouvernement de la République togolaise met à la disposition du gouvernement de la Haute-Volta une parcelle de terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, située dans la zone franche à l'est de l'entrepôt D du port.

Art. 2 — La délimitation du terrain est matérialisée par des bornes et des piquets en fer scellés au ciment conformément au plan de levé ci-annexé n° 46 du 15 mai 1972 du service technique du port.

Art. 3 — Le gouvernement de la République de Haute-Volta versera dans les caisses du port autonome de Lomé une redevance annuelle d'un franc symbolique au titre des droits de location du terrain.

Art. 4 — La République de la Haute-Volta construira sur ledit terrain et à ses frais un entrepôt et des terre-pleins pour les marchandises en transit à destination ou en provenance de la Haute-Volta.

Art. 5 — Les contributions devront être exécutées suivant les règles de l'art et répondre aux règlements de construction en vigueur dans la zone portuaire.

Art. 6 — La République de la Haute-Volta confiera au port autonome de Lomé toutes les prestations de manutention des marchandises dans le port et tous les travaux d'entretien des ouvrages. Le port autonome se chargera de ces prestations et travaux contre rémunération payée par la République de la Haute Volta et conformément aux tarifs en vigueur.

Art. 7 — Les frais d'exploitation de l'entrepôt et ceux d'électricité, d'eau et de téléphone, sont à la charge de la République de Haute-Volta.

Art. 8 — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 juin 1972
Général E. Eyadéma

Intérims

Arrêté n° 68-PR du 13-6-72 — Pendant l'absence de MM. Joachim Hunlede, ministre des affaires étrangères, Alex Mivedor, ministre des travaux publics, mines et transports et Louis Amega, ministre de l'économie rurale, l'expédition des affaires courantes sera assurée :

— Au titre des ministères des travaux publics, mines et transports et de l'économie rurale

par M. Mathieu Koffi, ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique

— Au titre du ministère des affaires étrangères

par M. Frédéric Ali Dermane, ministre de l'information.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Nomination

Arrêté n° 66-PR-MDN du 5-6-72 — Le sous-lieutenant de réserve Osseyi Doh William Robert Koffi, admis à servir en situation d'activité depuis le 15 juin 1970, est nommé sous-lieutenant d'active pour compter du 15 juin 1971 — échelon 1 — indice 1300.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE
CHARGE DE L'INTERIEUR

Passage automatique d'échelon

Décision n° 69/INT/DSN-DAPM du 21-6-72 — En application des dispositions prévues par l'article 87 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Apelete Benjamin, gardien de la paix 3^e échelon, est élevé au 4^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1971.

Nominations

Décision n° 71-INT-STCS du 26-6-72 — M. Boukpessi Martin, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon, en service au ministère de l'intérieur, est affecté à la commune de Lomé en qualité de contrôleur financier chargé de toutes les régies municipales.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 8, article 14 jusqu'au 31 décembre 1972.

Arrêté n° 82/INT-DSN-DAPM du 21-6-72 — En application des dispositions prévues par les articles 48 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et 22 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, M. Glakar John Sylvanus, élève officier de police est nommé officier de police stagiaire (indice 900 — chapitre 14, article 7 du budget général) à compter du 1^{er} mai 1972.

Pendant toute la durée de sa situation de fonctionnaire stagiaire, l'intéressé :

1°/ ne sera pas assujéti à l'exercice des retenues pour constitution de pensions de retraite, conformément aux dispositions prévues par l'article 61 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;

2°/ bénéficiera de l'indemnité de risques au taux d'officiers de police, conformément aux articles 1 et 5 du décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Assesseurs près la cour d'assises année 1972

Arrêté n° 14/MJ du 29-6-72 — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1972 :

Première liste — (24 assesseurs près)

MM. Odou Pascal 44 ans, en service au matériel — Lomé
 Bodjilé Emmanuel 42 ans, en service à la marbrerie — Lomé
 Ajavon Hubert 54 ans, CEET — Lomé
 Pilos Louis 42 ans, en service au bureau matériel et transit — Lomé
 Baka Michel 35 ans, en service au ministère du commerce — Lomé
 Badohoun John 44 ans, photographe, Bd. circulaire — Lomé
 Birrégah Emmanuel 43 ans, service des finances — Lomé
 Bruce Cuthebert 57 ans, commissaire de police en retraite — Lomé
 Aghey Jean 57 ans, 102, Bd. circulaire — Lomé
 Sinfeya Honoré 35 ans, CNSS — Lomé
 de Souza Koffi Laurent 56 ans, transporteur — avenue de la libération — Lomé
 Bandeira Simon 57 ans, infirmier ppa en retraite — Lomé — Tokoin Hôpital
 Kpadénou Michel 53 ans, employé de commerce, 11, rue de Marseille — Lomé
 Ajavon Oscar 55 ans, ex-agent municipal retraité — Lomé
 Dadzie H. Joseph 50 ans, 27, rue de France — Lomé
 de Souza Ovidio 49 ans, secrétaire général de la UAC — Lomé

Azanglo Gilbert 43 ans, en service à la mairie de Lomé
 Adotévi Jacob 49 ans, 8, rue du Dahomey — Lomé
 Homawoo Pierre 42 ans, imprimeur — rue Verdum — Lomé

Kou'ame Jean 57 ans, rue de l'ôti — Nyékonakpoé — Lomé

Mmes. Amedomé Juliana, pharmacienne 23, rue d'Amoutivé — Lomé

Amegnizin Geneviève, commerçante — Lomé

Ames Caroline 51 ans, commerçante Lomé

d'Almeida Patience 45 ans, couturière 27, rue Jeanne d'Arc — Lomé

Deuxième liste — (5 assesseurs)

MM. Maman Djobo 44 ans, préposé des Douanes à Noépé
 Konkadja Sambiani, commis d'administration — Dommaine

Moussa Darago, service des pêches

Maman Arouna, infirmier d'Etat — service d'hygiène

Mme Atayi Kokovi Rebecca 47 ans, institutrice 38, avenue de la libération.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 200-MFE-CR du 15-6-72 — M. Degla Botchi Joseph, gardien de la paix de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la police du Togo en retraite pourra prétendre sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants :

Elisabeth, née le 29 juillet 1967

Ambroise, né le 4 décembre 1967.

Arrêté n° 201-MFE-CR du 15/6/72 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Abbey Victor, contrôleur principal 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo est porté de 10 % à 20 % de sa pension principale cinq cent quatre vingt deux mille neuf cent quatre vingt seize (592.996) francs pour compter du 1^{er} juin 1972 au titre de ses enfants désignés ci après :

Paulette, née le 6 avril 1939

Bruno, né le 6 octobre 1946.

Le montant annuel de cette majoration est fixée à cent dix huit mille six cents (118.600) francs pour compter du 1^{er} juin 1972.

Arrêté n° 202-MFE-CR du 15-6-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Klutsé Hélène, (née Agbémale), épouse de M. Klutsé Yao Joseph, instituteur adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 750, pourcentage 10%) décédé le 7 octobre 1964, une pension de veuve au taux annuel de :

— Quinze mille trois cent seize (15.316) francs pour compter du 8 mars 1965.

— Seize mille huit cent quarante huit (16.848) francs pour compter du 1^{er} janvier 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après :

Prosper, né le 20 mai 1959

Théodore, né le 11 juin 1961

Franck, né le 17 novembre 1963.

une pension temporaire d'orphelin fixée à :

— Trois mille cinq cent soixante quatre (3.564) francs l'an pour compter du 8 mars 1965 ;

— Trois mille trois cent soixante douze (3.372) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1971.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficie leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Klutsé Martin, administrateur des biens et tuteurs des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 203/MFE/CR du 15-6-72 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de deux cent quatre mille six cent soixante seize (204.676) francs est attribuée sur des fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sodji Sanvi Christophe, infirmier principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au premier avril 1972.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sodji Sanvi Christophe pour compter du 1^{er} avril 1972, une majoration pour famille nombreuse aux taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Antoine, né le 31 mai 1949

Pierrette, née le 28 janvier 1954

David, né le 6 juin 1954.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt mille quatre cent soixante huit (20.468) francs pour compter du 1^{er} avril 1972.

M. Sodji Sanvi Christophe pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Blanche, née le 9 juillet 1956

Pierre, né le 30 mars 1959

Moïse, né le 8 juin 1962

Célestine, née le 23 septembre 1963.

Arrêté n° 204/MFE/CR du 15-6-72 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de deux cent huit mille huit cent quatre vingt seize (208.896) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pereira Bichy, agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1972.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pereira Bichy pour compter du 1^{er} avril 1972, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Rouzinkatou, née le 18 août 1945

Djabirou, né le 3 mai 1951

Mislalou, née le 22 avril 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt mille huit cent quatre douze (20.892) francs pour compter du 1^{er} avril 1972.

M. Pereira Bichy pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Sira'ou, née en 1957

Tayo, née le 3 mars 1964.

Autorisations de paiement

Décision n° 603-MFE-CAB du 16-6-72 — Est autorisé le virement au compte hors budget n° 113-41 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo, de la somme de douze millions cinq cent mille (12.500.000) francs cfa pour permettre à la direction de l'élevage de faire face aux dépenses relatives à la lutte contre la péripneumonie des bovidés.

La dépense est imputable au budget d'investissement, gestion 1972 — titre III, — chapitre 3, — article 1, paragraphe 1, rubrique a (cf. n° 86/72 du 11 avril 1972).

Décision n° 604-MFP/F du 16-6-72 — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur de la somme de neuf mille cinq cent cinquante quatre dollars quarante deux cents (9.554,42) US. soit deux millions quatre cent cinquante quatre mille deux cent vingt trois (2.454.223) francs cfa en couverture du règlement anticipé du montant des frais résultant de la mobilisation du prêt AID par la BCEAO — LOME.

La dépense est imputable au compte hors budget n° 115-41.

Décision n° 605-MFE-CAB du 16-6-72 — Est autorisé le paiement au profit de la direction de l'hydraulique à Cotonou au Dahomey, de la somme de un million cent dix neuf mille trois cent dix huit francs (1.119.318) francs au titre de participation du Togo au fonctionnement du centre de formation professionnelle de Cotonou (période du 1^{er} octobre 1970 au 30 septembre 1971).

Cette somme sera mandatée et virée au compte hors budget n° 311-07 ouvert au nom de la direction de l'hydraulique dans les livres du trésorier-payeur de la République du Dahomey.

La dépense est imputable au budget d'investissement, gestion 1971, titre II, — chapitre 2, — article 2, — rubrique c. (cf. n° 60/72 du 8/4/72).

Décision n° 606-MFE-F du 16-6-72 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), de la somme de neuf millions trois cent quatre vingt quatorze mille cinq cents (9.394.500) francs au titre de remboursement des taxes perçues sur le gas oil consommé à la centrale d'énergie électrique du Togo pendant le mois d'avril 1972 soit :

a) Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas oil :

4,50 frs X 1.252.600 = 5.636.700

b) Taxe perçue au profit du fond routier sur

La vente du gaz oil : 3 X 1.252.600 = 3.757.800

Total = 9.394.500

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom de la compagnie énergie électrique du Togo et virée à son compte n° 60.124 UTB — LOME.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 36, article 3.

Décision n° 624-MFE-F du 19/6/72 — Est autorisé le paiement par virement télégraphique en faveur de l'association en participation pour la construction du port de Lomé, à son compte n° 2884 ouvert à la Franfurter Bank Frankfurt-sur-le-Main en Allemagne, de la somme de cent quatre vingt mille huit cent onze Deutsche marks quinze pfennig (DM) 180.811,15 soit onze millions deux cent dix mille deux cent quatre vingt onze (11.210.291.—) francs cfa à titre de règlement du montant des travaux réalisés pendant les mois de janvier et février 1968 pour la troisième prolongation de la jetée principale du port de Lomé.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier payeur en couverture du règlement effectué au profit de la dite association en Allemagne fédérale.

La dépense est imputable au budget d'investissement, chapitre 7, article 2, paragraphe I, rubrique C, gestion d'origine 1968.

Décision n° 636-MFE-F du 24/6/72 — Est autorisé le paiement au profit de l'Université du Bénin, compte n° 30 176 UTB à Lomé, de la somme de quatorze millions huit cent quatre vingt mille (14.880.000) francs au titre de complément de la contribution de l'Etat togolais pour l'année 1972.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 39, article 2.

Décision n° 639-MFE-CAB du 23-6-72. — Est autorisé le paiement au profit du pasteur G. Mensanh de l'Eglise protestante méthodiste, de la somme de deux cent cinquante mille (250.000) francs destinée à l'achat d'une nouvelle cloche pour la chapelle de Glidji.

La dépense est imputable au budget d'investissement, gestion 1972 — titre IV — chapitre 4, article 1, paragraphe 1, rubrique a.

Nominations

Arrêté n° 205-MFE du 21-6-72 — M. Tahoulan Antoine, inspecteur des impôts de 1^{re} classe 3^e échelon en fonction à l'administration des impôts est nommé conseiller technique du ministre des finances et de l'économie.

L'intéressé reste affecté à l'administration des impôts.

M. Tahoulan aura droit à l'indemnité de fonction prévue par le décret n° 70-235 du 30 décembre 1970 et à l'indemnité de véhicule prévue par le décret n° 71-64 du 1^{er} avril 1971.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} juin 1972.

Décision n° 647-MFE-MF-AD du 26-6-72 — M. Ankou Barnabas, contrôleur de 1^{re} classe 2^e échelon est nommé chef de la subdivision douanière du Sud en remplacement de M. Palanga Basile.

M. Palanga Basile, agent de constatation de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment chef de la subdivision douanière du Sud est nommé chef de la brigade de Lomé.

M. Djondo Jean, agent de constatation de 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment en service au bureau de Kpemé «Agip» est nommé adjoint au chef du bureau des douanes de Sanvee-Condji.

MM. Ankou, Palanga et Djondo auront droit à l'indemnité professionnelle de 14.000 francs par an prévue par l'article 4 de l'arrêté n° 959-Bis-55-SD du 29 novembre 1955.

La présente décision a effet pour compter du 19 juin 1972 en ce qui concerne MM. Ankou et Palanga et du 1^{er} juillet 1972 en ce qui concerne M. Djondo.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Passage automatique d'échelon

Décision n° 713/MFP du 16-6-72 — M. Anato Yao Marcelin, commis d'administration principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1972 (ancienneté épuisée).

Régularisation de situations administratives

Arrêté n° 402-MFP du 16-6-72 — Une bonification d'ancienneté de 4 ans est accordée à M. Alotso Edouard, moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon pour ses services antérieurs de moniteur titulaire dans l'enseignement catholique du Togo de 1965 à 1971 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation de M. Alotso est reprise comme suit :

21-10-71 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 ans de bonification

21-10-71 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans de bonification

21-10-71 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 403-MFP du 16-6-72 — Il est mis fin, pour compter du 27 juin 1971, au détachement de M. Kavege K. Basile, instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon auprès du ministre de l'économie rurale.

A compter de la même date, M. Kavege K. Basile, instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 750) est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits au grade d'ingénieur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon d'agriculture (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 14 du budget général). Il conserve une ancienneté de 1 an 8 mois et 8 jours.

M. Kavege est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 19 octobre 1971 (ancienneté épuisée).

Disponibilité

Arrêté n° 400-MFP du 13-6-72 — M. Segbor Maxwell, agent spécialisé de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications est placé sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de un an renouvelable, en application des dispositions de l'article 95-C de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 15 mai 1972.

Suspensions de fonctions

Arrêté n° 394-MFP du 10-6-72 — M. Djankale Emmanuel, brigadier 2^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes, en service au poste de Noépé, est suspendu de ses fonctions pour compter du 23 avril 1972.

Pendant cette période, M. Djankale n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial.

Incarcération

Arrêté n° 396-MFP du 13-6-72 — Est constatée pour compter du 29 février 1972, l'incarcération des fonctionnaires du corps médical et technique de la santé publique ci-après désignés :

Adékambi Kodjo René, infirmier d'Etat principal 1^{er} échelon
Zokli Kojotsè Alex, infirmier-adjoint 4^e échelon.

Pendant leur incarcération, les intéressés n'auront droit à aucune rémunération.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

ARRETE N° 5-MER-DGER du 21-6-72 portant répartition des zones de culture cotonnière pour la campagne 1972-1973

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles ;
Sur proposition du directeur général de l'économie rurale,

A R R E T E :

Article premier — Pour la campagne cotonnière 1972-73, les zones de culture des espèces Hirsutum et Barbadense sont réparties de la façon suivante :

A — Région des Savanes : uniquement Hirsutum

B — Région de la Kara : uniquement Hirsutum

C — Région Centrale :

— Hirsutum — sur toute la région,

sauf dans les deux zones suivantes réservées au Barbadense

— Barbadense : les environs de Sotouboua

— le Sud de Blitta

D — Région des Plateaux : — Hirsutum :

tout l'Est Mono, sauf la zone de multiplication du coton Barbadense (du pont de Dote jusqu'à Samacopé)

— tout le secteur de Nuatja

— le sous secteur de Logbo (secteur d'Akposso)

— la zone de Lavie

— le sous secteur d'Agou

— Barbadense : partout ailleurs.

E — Région Maritime — Hirsutum :

secteurs de Tsévié et Tabligbo, sauf les trois zones suivantes réservées au Barbadense

— Barbadense : — autour de Gamé

— autour d'Alokoegbe

— route de Kouvé-Kpélé

Art. 2 — Dans les secteurs réservés à l'une ou l'autre espèce, toute autre culture cotonnière ne sera pas tolérée.

Art. 3 — Les zones de multiplication des semences sélectionnées de cotonniers sont fixées de la façon suivante :

a) — Zones de multiplication Hirsutum

— Zone de Bassari — Kabou

— Zone du Logbo

b) — Zones de multiplication Barbadense

— Zone d'Anié

— Zone d'Akaba

Art. 4 — Dans ces zones de multiplication toute autre culture cotonnière autre que celle de l'espèce multipliée est strictement interdite.

Art. 5 — Les chefs de circonscription administrative et le personnel des SORAD seront chargés de faire respecter ces dispositions.

Art. 6 — Les textes antérieurs concernant les délimitations de culture cotonnière sont abrogés.

Lomé, le 21 juin 1972

L. K. Améga

Peste bovine

Arrêté n° 4-MER-DGER-DE du 16-6-72 — Est déclarée infectée de peste bovine l'étendue de la circonscription d'élevage de Pagouda.

La zone franche couvre le territoire des circonscriptions d'élevage de Lama-Kara, de Kandé et de Niamtougou.

Le mouvement des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance soit de la zone infectée, soit de la zone franche vers l'une et l'autre zone est interdite.

L'immunisation des bovins vivant tant dans la zone infectée que dans la zone franche est obligatoire.

La divagation des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine dans la zone infectée est interdite.

La désinfection ou la destruction des locaux, ou parcs par le feu est obligatoire.

La chair des animaux infectés sera consommée sur place après fumaison. L'évacuation de toute ou partie de viande est interdite.

Les voies sanitaires ci-après :

— Voie n° 5 — Alédjo — Koura — Bafio — Sokodé

Alédjo — Koura — Agoulo — Sokodé

— Voie n° 4 — Gando — Kandé

— Voie n° 6 — Tchétu — Anié — Atakpamé.

— Voie n° 7 — tronçon Atakpamé — Palimé — Kpadapé

— Voie n° 11 — Kétau — Lama-Kara

sont fermées à toute circulation du bétail.

Le présent arrêté est immédiatement applicable.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Aide et allocations scolaires

Arrêté n° 68-PR-MEN du 14-6-72 — Une aide scolaire de 80.000 CFA (quatre-vingt mille cfa) est accordée pour l'année scolaire 1971-1972 à M. Tinankpa Kérin Abel, étudiant togolais à l'école nationale supérieure agronomique de Montpellier pour lui permettre de préparer son mémoire et sa thèse de doctorat de 3^e cycle.

Le montant de cette aide sera mandaté par bon de caisse par les soins du service des finances du Togo au nom de l'intéressé à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 42, article 2.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Allocations scolaires

Décision n° 622-MF-MEN du 19-6-72 — Une allocation de 5 200 000 CFA (cinq millions deux cent mille cfa) est accordée au centre des œuvres universitaires de Dakar au titre de contribution du Togo aux frais de fonctionnement de centre pour l'année scolaire 1971-1972 suivant détail ci-après : 104 étudiants bénéficiaires des œuvres; 50.000 CFA par an et par étudiant soit un total de :

$$50\,000 \times 104 = 5\,200\,000$$

Le montant de cette allocation sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable du centre des œuvres universitaires à Dakar compte 52-03-40 trésor Dakar.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 41, article 1, paragraphe 9.

Décision n° 644-MFE-F du 24-6-72. — Est accordée une indemnité pour frais de déplacement de cent mille (100.000) francs cfa à M. Gboné Henri, stagiaire togolais à l'école de météorologie en France.

Le montant de cette indemnité sera mandaté et viré au compte UTB Lomé n° 44-53 de l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 20, article 3.

MINISTÈRE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

Arrêté n° 81-INT-APA du 15-6-72 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) Pour une durée de cinq ans, à compter du 19 juin 1972, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé BIA EBIA Jules David, détenu à la prison civile de Sokodé, né en 1933 à Douala N'Dokoti (République du Cameroun), fils de feu BIA Jean et de Gamboe Marie Suzanne, agent commercial, demeurant à Accra (République du Ghana), condamné pour escroquerie à trois ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 29 septembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 33.314/43333);

b) pour une durée de cinq ans à compter du 20 juillet 1972 date d'expiration de sa peine de prison, au nommé OMOROU Mamah détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1933 à Accra (République du Ghana), fils de OMOUROU et de LADI, tailleur, demeurant à Cotonou (République du Dahomey), condamné pour tentative d'escroquerie à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 3 décembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 33.111/22233);

c) — pour une durée de cinq ans, à compter du 13 juillet 1972, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Garba Séibou Moumouni, détenu à la prison civile de Sokodé,

né vers 1933 à Akplahoué (République du Dahomey), fils de feu Moumouni Garba et de Awa, sans profession, demeurant à Atakpamé, condamné pour escroquerie à huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 31 décembre 1971, du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13314/33333);

d) — pour une durée de cinq ans, à compter du 25 juillet 1972, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Zozo Gagara, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1930 à Niamey (République du Niger) fils de feu Balaya Zozo et de Dobo Djima, commerçant, demeurant à Niamey de passage à Lomé, condamné pour tentative de vol à huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 31 décembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11511/22252);

e) — pour une durée de cinq ans, à compter du 6 août 1972, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Bassabi Soulé détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1936 à Ligba-Djougou (République du Dahomey), fils de feu Narsan et de Assa'o, cultivateur demeurant à Kpadapé (circonscription administrative de Klouto) condamné pour vol de récoltes à huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 31 décembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11113-32222);

f) — pour une durée de cinq ans, à compter de 6 août 1972, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Sassa Adamou, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1949 à Ligba-Djougou (République du Dahomey), fils de Tandja Sassa et de feu Kpana, cultivateur, demeurant à Kpadapé (circonscription administrative de Klouto), condamné pour vol de récoltes à huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 31 décembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13111/22222);

g) — pour une durée de cinq ans, à compter du 6 août 1972, date d'expiration de sa peine, au nommé Yolou Issa, détenu à la prison civile de Sokodé, né en 1948 à Ligba-Djougou (République du Dahomey), fils de Kpoti Yolou et de Aliva, cultivateur, demeurant à Kpadapé (circonscription administrative de Klouto), condamné pour vol de récoltes à huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 31 décembre 1971 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11133/33332);

h) — pour une durée de cinq ans, à compter du 15 août 1972, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Koblave Koffi dit Fago, détenu à la prison civile de Sokodé, né en 1943 à Mafi-Adjidagné (République du Ghana), fils de Koblave Gnamedi et de feu Aziatikpo Adjo, cultivateur, demeurant à Mafi-Adjidomé (Ghana), condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 25 février 1972 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.111/32.222);

i) — pour une durée de cinq ans, à compter du 26 octobre 1972, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Hamed Alhassane, détenu à la prison civile de Mango, né en 1946 à Gao (République du Mali), fils de Hamed Ali et de Fadimata, commerçant, vendeur de dattes, demeurant à Gao de passage à Mango, condamné pour abus de confiance et usage d'un passeport falsifié à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 février 1972 du tribunal correctionnel de Sokodé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 MAI 1972 En francs cfa

| A C T I F | | P A S S I F | |
|--|-----------------|--|-----------------|
| — DISPONIBILITES en DEHORS de la ZONE D'EMISSION | | — BILLETS et MONNAIES en CIRCULATION | 92.404.348.842 |
| Billets de la Zone Franc | 512.319.028 | — COMPTES COURANTS CREDITEURS | |
| Correspondants en France | 32.805.818 | Banques et Institutions Etrangères | 811.486.408 |
| Trésor Français | 53.312.818.977 | Comptes courants | 811.486.408 |
| — AUTRES CREANCES et AVOIRS en DEVISES CONVERTIBLES | 1.136.739.821 | — Banques et Institutions Financières Ouest-Africaines | 2.338.000.331 |
| — FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL | 18.236.255.233 | Comptes courants | 1.399.000.331 |
| FMI — Tranche Or | 6.579.089.441 | Comptes spéciaux | 939.000.000 |
| FMI — Droits de tirage spéciaux détenus | 11.657.165.792 | — Trésors Ouest-Africains | 15.528.055.975 |
| — AUTRES CREANCES SUR L'EXTERIEUR | — | Comptes courants | 1.336.055.975 |
| — DISPONIBILITES dans la ZONE D'EMISSION | 6.217.231 | Comptes de placements | 2.257.000.000 |
| — EFFETS ESCOMPTES | 54.321.719.614 | Dépôts spéciaux | 11.935.000.000 |
| Effets à court terme | 40.942.753.365 | Accord de paiement | — |
| Obligations cautionnées | — | — Autres comptes courants et de | |
| Effets à moyen terme (1) | 13.378.966.249 | Dépôts Ouest-Africains | 16.919.677 |
| — EFFETS PRIS en PENSION | — | — TRANSFERTS A EXECUTER | 256.549.963 |
| Effets à court terme | — | — FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL | |
| Obligations cautionnées | — | Allocations droits de tirage spéciaux | 13.494.206.610 |
| — AVANCES A COURT TERME | — | — CAPITAL ET RESERVES | 4.200.000.000 |
| — TRESORS OUEST-AFRICAINS DECOUVERTS | — | — COMPTES D'ORDRE ET DIVERS | 7.438.594.667 |
| EN COMPTE COURANT | 444.000.000 | | |
| OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS OUEST-AFRICAINS | 2.777.778.517 | | |
| Placements extérieurs | 2.257.000.000 | | |
| Accord de paiement | — | | |
| FMI — convention du 4/12/69 | 520.778.517 | | |
| — TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissements) | 1.893.118.915 | | |
| — COMPTES D'ORDRE ET DIVERS | 3.814.389.319 | | |
| | 136.488.162.473 | | 136.488.162.473 |

(1) sur autorisation en cours de : 27.463.000.000

Le Directeur Général.
R. JULIENNE